

MOZAMBIQUE

128 élèves mobilisés contre les mariages précoces et le décrochage scolaire des filles

Auteur : **ACAKPO Sènakpon** | Publié le : **17 nov. 2026 à 11:12**



Dans 49 établissements scolaires des provinces de Nampula et de Zambézia, 128 élèves jouent désormais un rôle actif dans la protection des droits des filles. Soutenus par l'UNICEF et l'organisation N'weti, ces ambassadeurs sensibilisent leurs camarades, dialoguent avec les familles et interviennent auprès des élèves menacées d'abandon scolaire. Une initiative de proximité qui s'attaque à l'un des

> *défis sociaux persistants du Mozambique.*

Au Mozambique, la lutte contre les mariages précoces s'organise aussi dans les salles de classe et les cours d'école. Depuis plusieurs établissements des provinces de Nampula et de Zambézia, des élèves prennent la parole pour défendre le droit des filles à poursuivre leurs études et à choisir leur avenir.

Présenté par l'UNICEF Mozambique le 11 novembre 2026, le dispositif *Child Rights Ambassadors* mobilise 128 élèves dans 49 établissements scolaires. Leur mission consiste à sensibiliser les jeunes aux droits de l'enfant, à expliquer les conséquences des mariages précoces et à encourager les familles à maintenir les filles dans le système éducatif.

Leur intervention ne se limite pas aux séances de sensibilisation. Les ambassadeurs repèrent également les camarades qui commencent à manquer les cours ou qui risquent de quitter l'école. Ils cherchent à comprendre les difficultés rencontrées et mobilisent, lorsque cela est possible, les enseignants et les autres élèves pour apporter une réponse concrète.

De la sensibilisation à l'entraide entre élèves

L'un des exemples rapportés par l'UNICEF illustre cette approche. Dans un établissement, les ambassadeurs ont découvert qu'une jeune fille envisageait d'interrompre sa scolarité parce qu'elle ne disposait pas du matériel nécessaire pour suivre les cours.

Plutôt que de s'en tenir à un message général sur l'importance de l'éducation, ils ont alerté leurs camarades et leurs enseignants. Ensemble, ils ont réuni les contributions nécessaires pour lui procurer les fournitures scolaires dont elle avait besoin. Plus de deux ans après cette intervention, la jeune fille poursuit toujours ses études et a atteint la 10e année.

Cette expérience montre que le décrochage scolaire ne résulte pas uniquement de normes sociales ou de mariages précoces. Des difficultés matérielles, parfois limitées en apparence, peuvent également compromettre la scolarité d'une adolescente.

Les ambassadeurs organisent par ailleurs des séances hebdomadaires de sensibilisation, notamment le vendredi matin avant le début des cours. Leur démarche bénéficie du soutien des responsables d'établissements, dont certains ont intégré ces rencontres dans le programme régulier des écoles.

L'initiative est mise en œuvre par l'organisation mozambicaine N'weti, avec l'appui de l'UNICEF à travers le programme Rapariga Biz et le Programme mondial UNICEF-UNFPA pour mettre fin au mariage des enfants. Ce partenariat bénéficie du soutien financier de plusieurs pays, notamment le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et le Royaume-Uni, ainsi que de Zonta International.

Un problème qui touche près d'une fille sur deux

L'initiative répond à une réalité particulièrement préoccupante. Selon le profil consacré au Mozambique par l'UNICEF en février 2025, 48,4 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées ou mises en union avant leur 18e anniversaire. La proportion atteint 12,9 % pour les unions conclues avant 15 ans. Ces indicateurs reposent sur les données de l'enquête démographique et de santé de 2022-2023.

Les disparités territoriales sont importantes. À Nampula, 55,9 % des femmes de cette tranche d'âge ont connu une union avant 18 ans. La proportion atteint 54,1 % dans la province de Zambézia. Ces deux territoires figurent donc parmi ceux où la prévention des mariages précoces constitue un enjeu majeur.

Les conséquences dépassent largement la question matrimoniale. Le mariage précoce peut interrompre le parcours scolaire, favoriser les grossesses précoces et réduire les possibilités d'autonomie économique des jeunes femmes.

Les données du portail de suivi des mariages d'enfants de l'UNICEF illustrent notamment le lien entre situation matrimoniale et fréquentation scolaire : au Mozambique, seulement 11,5 % des adolescentes de 15 à 17 ans déjà mariées ou en union sont scolarisées, contre 70 % de celles qui n'ont jamais été mariées ou mises en union. Il s'agit d'une association statistique, qui ne permet pas à elle seule d'attribuer toutes les sorties de l'école au mariage.

Les élèves comme relais de prévention dans les communautés

L'intérêt du dispositif réside dans le choix de confier une partie du travail de prévention aux jeunes eux-mêmes. Les ambassadeurs peuvent identifier plus rapidement certaines difficultés rencontrées par leurs camarades et engager le dialogue dans un environnement où la parole entre élèves est parfois plus accessible que les échanges avec les adultes.

Leur rôle s'étend également aux communautés. Lors de rencontres avec les parents, ils défendent la poursuite de la scolarité des filles et interrogent les attentes sociales qui favorisent les unions avant l'âge légal de 18 ans. Cette intervention est importante, car les décisions relatives au mariage et à l'éducation des adolescentes sont souvent influencées par l'environnement familial et communautaire.

Le programme s'inscrit dans un ensemble d'actions plus larges conduites au Mozambique. Selon le bilan 2024 du Programme mondial pour mettre fin au mariage des enfants, plus de 57 000 adolescentes ont bénéficié d'activités consacrées aux compétences de vie et à l'éducation à la santé sexuelle et reproductive. Plus de 64 000 garçons et hommes ont également participé à des échanges sur les normes sociales préjudiciables. Le programme indique par ailleurs avoir facilité la réintégration scolaire de 2 234 filles en 2024. Ces résultats concernent l'ensemble des

interventions du programme dans le pays et non les seuls 49 établissements du dispositif des ambassadeurs.

Mesurer les résultats au-delà du nombre d’ambassadeurs

L’expérience de Nampula et de Zambézia met en évidence une approche qui associe prévention, vigilance scolaire et solidarité entre élèves. Elle rappelle aussi que la protection des filles ne dépend pas uniquement des textes juridiques ou des campagnes nationales : elle se construit dans les établissements et les communautés, au contact des difficultés quotidiennes.

Avec 128 élèves mobilisés dans 49 établissements, le Mozambique expérimente ainsi une forme de prévention qui fait des jeunes des acteurs de la protection de leurs propres droits. La portée de cette démarche dépendra désormais de sa continuité, de l’implication des familles et des autorités scolaires, mais aussi de la capacité à documenter ses résultats sur la durée.

ACAKPO Sènankpon

PUBLICITÉ
